



L'ECONOMIE JAPONAISE APRES FUKUSHIMA

Guibourg Delamotte*

La catastrophe naturelle qui, le 11 mars 2011, a frappé la côte Pacifique du Nord du Japon a coûté près de 20 000 vies (environ 16 000 morts et plus de 3 000 disparus), et déplacé plus d'un demi-million de personnes¹. Tant en raison des destructions entraînées que des moyens mobilisés ensuite, elle a immédiatement suscité un parallèle avec la désolation laissée par la Seconde Guerre mondiale et le défi que constituait alors la reconstruction de l'archipel. De fait, cette catastrophe et la crise nucléaire qui s'en est suivie ont eu un formidable impact sur l'économie du Japon. Toutes les ressources matérielles et humaines de la troisième puissance économique mondiale ont été sollicitées pour y faire face. Toutefois, cette puissance est aussi la plus endettée du monde : pour financer la reconstruction, ses ressources ne sont plus illimitées.

La catastrophe, dont les seuls dommages directs liés au tsunami et au tremblement de terre sont estimés entre 3,5% à 5% du PIB², a replongé le Japon dans la récession. L'économie japonaise avait connu une décennie de faible croissance après l'éclatement de la bulle

¹ Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI, février 2012).

² Bureau du Premier ministre (juin 2011).

spéculative en 1990 (1,5% en moyenne entre 1990 et 2002, contre approximativement 4% durant la décennie précédente). Entre 2003 et 2007, elle avait bénéficié du dynamisme retrouvé des exportations, notamment vers la Chine, enregistrant une croissance d'environ 2% en moyenne par an. En 2009, à la suite de la crise financière de 2008, le PIB avait connu une forte contraction (-5,5%), puis en 2010 un fort rebond (+4,4%). L'année 2011³ aura vu le retour de la récession (-0,4%), sous le double effet de l'impact des événements du 11 mars sur la production et sur la consommation.

L'IMPACT SUR LA PRODUCTION

La production industrielle s'est fortement ressentie de la triple catastrophe. Les industries automobile et électronique, dont certaines également affectées par les inondations thaïlandaises, ont été particulièrement touchées. En 2011, Toyota a ainsi perdu la place de premier producteur mondial qu'elle détenait depuis 2008 devant General Motors. Comme après le séisme de Kobe en 2005, la pratique des flux tendus et du « zéro stock » a révélé ses inconvénients : les destructions causées par le tsunami (plus que par le tremblement de terre), en arrêtant la fabrication de certains composants, ont perturbé, voire arrêté, toute la chaîne de production. Ce fut le cas entre autres, des microcontrôleurs utilisés dans les systèmes électroniques des automobiles : Renesas Electronics, qui détient 40% du marché mondial, a vu ses usines du Tōhoku anéanties. Au surplus, en raison de la très forte intégration des économies asiatiques, la désorganisation des chaînes de fabrication dans l'Archipel a eu des répercussions au-delà du Japon : 10% à 15% de la valeur ajoutée produite en Malaisie, en Thaïlande et à Taiwan est en effet d'origine japonaise⁴.

La production a également été perturbée par les restrictions imposées à la consommation électrique. Immédiatement après la catastrophe, des mesures d'économie d'énergie ont été

³ Comme dans l'essentiel des statistiques japonaises, il s'agit de l'année budgétaire, qui commence au 1^{er} avril et se termine au 30 mars.

⁴ S. Danninger et K. Kang, "Shaken to the Core. The Economic Impact of the Disaster in Japan is Far reaching", *Finance and Development*, juin 2011.

adoptées pour faire face à la cessation d'activité de la centrale Daiichi de Fukushima. Le gouvernement a demandé une réduction de 15% de la consommation, et l'effort de la grande industrie se serait élevé à 30%. D'après les calculs du METI, la région dévastée (Tôhoku) ne représente que 6,4% du PIB japonais, et les villes affectées moins de 3%, mais la catastrophe nucléaire a eu des répercussions directes sur la région de Tokyo, le Kantô, qui fournit 40% du PIB. Une partie de son approvisionnement en électricité dépendait de Fukushima, et il était impossible de compenser en totalité par de l'électricité venue d'ailleurs dans l'archipel. Les entreprises et usines s'y sont adaptées : elles produisent le week-end ou la nuit quand leur activité le permet ; dans les bureaux, lumières et climatisation sont utilisés avec parcimonie.

L'industrie manufacturière n'est pas seule frappée : l'agriculture et la pêche de tout le Nord du Japon sont ébranlées. Les associations professionnelles tentent (hors de la zone d'exclusion de 30 km autour de la centrale) d'effectuer des contrôles propres à rassurer les consommateurs. Le gouvernement, qui avait dans un premier temps assoupli les normes relatives à la présence de substances radioactives dans les produits alimentaires pour aider les producteurs, a dû les durcir un an après pour répondre aux inquiétudes des consommateurs. Il en a résulté en 2011 des augmentations des importations, notamment de viande bovine (+4%) et de blé (+13,5%). Côté exportations, les produits alimentaires japonais ont suscité une grande méfiance. Certains pays, comme l'Inde, ont interdit leur importation. Dans l'Union européenne, les contrôles ont été intensifiés dès le 15 mars 2011 et des conditions particulières à l'importation de produits japonais ont été imposées peu après⁵.

⁵ Dépêche IP/11/362 du 24 mars 2011.

Le secteur du tourisme pâtit. Les Japonais voyagent moins dans l'archipel (un quart de voyageurs en moins pendant la *Golden week* de mai 2011⁶), et en avril 2011, le nombre des visiteurs internationaux avait baissé de 62% par rapport à avril 2010. Aujourd'hui, selon l'Agence du tourisme, les niveaux de 2010 n'ont toujours pas été rattrapés.

L'IMPACT SUR LA CONSOMMATION

Les événements ont eu de lourdes conséquences sur l'emploi et sur les salaires, et, par ricochet, sur la consommation des ménages, en entraînant une augmentation du chômage et un tassement des salaires. Pas moins de 350 000 personnes ont été déplacées en raison du risque nucléaire ou parce qu'elles avaient perdu leur logement. Beaucoup n'ont pas pu retrouver d'emploi – dans le département de Fukushima, c'est le cas de 70% des personnes placées dans des logements temporaires construits par le gouvernement⁷ – et quittent la région. Les salaires, quant à eux, ont légèrement diminué en 2011⁸ et la plupart des entreprises n'ont pas versé de bonus à leurs employés, alors que ce supplément représente ordinairement un ou deux mois de salaire, et parfois plus.

En mars 2012, l'indice de confiance des consommateurs n'avait pas retrouvé le niveau qu'il avait au début de l'année 2011⁹. Cette baisse de la consommation est survenue dans un contexte de déflation prolongée, que la Banque du Japon ne parvient pas à enrayer malgré des taux proches de 0%, et qui incite les ménages à différer leurs achats. Pour relancer la consommation et sortir le Japon de la récession, la Banque centrale s'est engagée, en février 2012, à acheter pour 10 000 milliards de yens d'obligations de l'État japonais.

⁶ Agence Kyôdô, 18 avril 2011. La Golden Week voit se succéder chaque année quatre jours fériés entre le 29 mai et le 5 mai.

⁷ Sondage du département de Fukushima : *Yomiuri shimbun*, 22 octobre 2011.

⁸ Bureau du Premier ministre.

⁹ Idem.

UN REVIREMENT BRUTAL DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE

L'accident de la centrale de Fukushima Dai-ichi a obligé le gouvernement à remettre à plat la politique énergétique du Japon. Le parc nucléaire fournissait 30% de l'électricité du Japon avant la catastrophe du 11 mars 2011. Depuis mai 2012, il est à l'arrêt, faute que soient remis en route les 52 réacteurs qui ont été soit sinistrés, soit arrêtés l'un après l'autre pour les opérations de maintenance. La part du nucléaire dans le mix énergétique est donc aujourd'hui réduite à zéro, et son avenir fait l'objet d'un âpre débat. Le gouvernement a imposé de nouveaux critères de sécurité, dont le contrôle revient à l'Agence de sûreté nucléaire et industrielle, et à la Commission de sûreté nucléaire. Ces deux organismes ne sont pas indépendants (le premier est rattachée au METI et le second aux services du Premier ministre), et ont failli dans leur supervision de la centrale de Fukushima. En dernier ressort, il revient au gouvernement d'apprécier l'opportunité de la remise en marche des centrales, ce qui présente un gros risque politique alors que l'opinion se mobilise contre le nucléaire¹⁰.

La crise a fait reparaître ce qui a toujours été le talon d'Achille de la puissance japonaise depuis sa modernisation à la fin du 19^e siècle: sa dépendance énergétique. Dans l'immédiat, l'Archipel recourt au maximum aux énergies fossiles : le charbon, le fuel, et surtout le gaz, dont les importations ont augmenté de plus de 52% en 2011. Il en a résulté une hausse de 15% des importations du Japon en 2011, alors que les exportations pâtissaient de la crise mondiale. D'autres facteurs ont aussi pesé sur les exportations, comme la perte de production de certaines industries de l'automobile et de l'électronique après le 11 mars, ou la hausse du yen, pénalisante pour les exportateurs. La monnaie japonaise, déjà très haute, est en effet encore appréciée malgré la catastrophe, notamment parce que la crise de l'euro en fait une valeur refuge.

¹⁰ Voir la contribution de Mathieu Gaulène dans ce dossier.

A plus long terme, c'est toute la politique énergétique suivie depuis quarante ans qui est remise en cause. Si l'abandon du nucléaire, envisagé par Naoto Kan, Premier ministre au moment de la catastrophe, semble finalement avoir été exclu à moyen terme, il n'est plus question de porter sa part dans le mix énergétique à 50% d'ici 2030. Selon certaines estimations, le nucléaire ne serait plus appelé à représenter que 15% à 20% de la production d'électricité pour 30% à 35% pour le gaz.

Notamment à cause de la résistance des lobbys automobile et nucléaire, le Japon est en retard en matière d'énergies renouvelables. Hors énergie hydraulique, elles ne représentent qu'1% du mix énergétique nippon (10% avec l'hydraulique). Désormais, les autorités entendent favoriser leur développement. Une loi votée en août 2011 sous l'impulsion de Naoto Kan, avant sa démission, oblige désormais les compagnies d'électricité à acheter de l'énergie d'origine géothermique, solaire et éolienne à des prix supérieurs aux prix du marché, pour stimuler l'investissement dans ces énergies.

UN ETAT EN MANQUE DE RESSOURCES : L'ABIME DE LA DETTE PUBLIQUE

Dernier effet de la crise de Fukushima : la dette publique, déjà abyssale, s'est encore alourdie. Pour financer la reconstruction, trois enveloppes budgétaires d'un total de 18 000 milliards de yens (près de 180 milliards d'euros) ont été votées en 2011, et une quatrième de 2 500 milliards de yens (25 milliards d'euros) en février 2012. Certes, les investissements publics et privés engagés pour la reconstruction auront un effet de levier positif sur l'économie. Pour l'année fiscale 2012-2013, la Banque du Japon et le gouvernement tablent sur une croissance de 2%, et de 1,6% pour l'année suivante. Mais en attendant, le déficit budgétaire prévu pour l'année fiscale 2012-2013 portera la dette à 225% du PIB. Et ce n'est pas la dépression démographique dans laquelle le Japon s'enfonce depuis le début du siècle, et qu'aucune immigration significative ne vient compenser, qui l'aidera à retrouver durablement la croissance.

La dette est actuellement financée à 95% par des investisseurs japonais, ce qui permet à l'Etat japonais d'emprunter à des taux encore meilleurs que ceux dont jouit l'Allemagne. Mais d'ici une dizaine d'années, il devra vraisemblablement se tourner vers les marchés internationaux : les taux augmenteront alors fortement. Cette situation a d'ores et déjà incité les agences Standard & Poor's et Moody's à abaisser la note du Japon à AA-.

Devant la nécessité de contenir les dépenses publiques, le gouvernement de Yoshihiko Noda, en place depuis septembre 2011, s'est attaqué au vaste chantier, très impopulaire, de l'augmentation de la TVA : de 5%, elle passerait à 8% en 2014 et à 10% en 2015. Ces ressources supplémentaires seraient consacrées au renflouement des caisses de retraites et du régime de protection sociale. L'opposition libérale-démocrate, quoiqu' elle-même favorable à cette augmentation, jugée inévitable, se montre peu coopérative, reprochant au Parti démocrate d'avoir pris le pouvoir aux législatives de 2009 avec un programme qui excluait explicitement toute augmentation de la TVA. En dépit de l'urgence, les impératifs économiques n'ont pas encore pris le pas sur les manoeuvres politiques¹¹...

***Guibourg Delamotte est maître de conférences en sciences politique à l'INALCO, chercheuse au Centre d'études japonaises (CEJ), associée au Centre de recherche sur les civilisations de l'Asie orientale (CRAO) et à Asia centre. En 2010, elle publie *La politique de défense du Japon* (PUF) – tiré de sa thèse.**

¹¹ Voir la contribution de Xavier Mellet dans ce dossier.